



TOUT SUR LE CANADA

Un aperçu complet du Canada pour mieux comprendre le marché,
ses opportunités et réussir votre implantation.

SOMMAIRE



- 
- 01** [La CCI française au Canada et le réseau CCIFI](#)
 - 02** [Le Canada, un pays attractif](#)
 - 03** [Les indicateurs clés](#)
 - 04** [La géographie](#)
 - 05** [Tendances de l'économie](#)
 - 06** [Politique](#)
 - 07** [Éducation, santé et affaires](#)
 - 08** [Pourquoi le Québec ?](#)
 - 09** [La langue québécoise et loi 101](#)
 - 10** [La gestion des conflits](#)
 - 11** [Histoire et peuples autochtones](#)

Véritable pont entre le Canada et la France, nous relierons les communautés d'affaires et contribuons au développement économique entre nos deux pays.

La CCI française au Canada

140

ans,
indépendant,
non-lucratif

+400

entreprises
membres

+10 000

contacts dans
notre réseau



dimension
pancanadienne

Nos valeurs

AUDACE | COOPÉRATION | IMPACT | INTÉGRITÉ | PASSION

Services et accompagnements

- **Accompagnement stratégique :** Services conseils, études de marché, mission exploratoire, aide à l'implantation et démarches administratives.
- **Centre d'affaires :** Bureaux privatifs et espaces collaboratifs au cœur de Montréal. Un hub dynamique pour ancrer et développer votre présence au Canada.
- **Programme "Le TransAtlantique" :** Accélérateur pour startups et PME visant l'expansion internationale.
- **Relations membres :** Des opportunités BtoB, des mises en relation ciblées et un accès à un réseau influent de 10 000 contacts qualifiés pour développer vos connexions et votre entreprise.
- **Les Clubs :** Des rencontres exclusives pour aborder des défis communs, partager des expériences et des solutions concrètes.
- **Avantages & privilèges :** Réductions et offres exclusives auprès des partenaires.

Le réseau CCI Française à l'International

Un puissant levier d'opportunités, un réseau de contacts stratégiques pour propulser votre développement à l'international avec efficacité et impact.

128 CCI

dans le réseau

98

pays

+36 500

membres dans
le monde



UN RÉSEAU DE 4 CHAMBRES

DE COMMERCE FRANÇAISES AU CANADA



- Basée à Montréal
- Couvre tout le Canada pour le service d'appui aux entreprises
- **+ 420 membres**

 Chambres de commerce françaises



- Basée à Vancouver
- **+70 membres**
- Couvre Colombie Britannique, Alberta, Saskatchewan, Yukon et les territoires du Nord-Ouest

info@ccifwesterncanada.com
400-1385 W 8th Ave
Vancouver, BC V6H 3V9



- Basée à Toronto
- **+ 140 membres**
- Couvre Ontario et Manitoba

contact@fccco.org
2 Bloor Street East, suite 2200
Toronto, ON M4W 1A8



- Basée à Québec
- **+70 membres**
- Couvre la ville de Québec et les alentours

santane@kumojin.com
500-925 Grande Allée Ouest
Québec, QC G1S1C1

LE CANADA, INTRODUCTION

Les liens d'amitié entre la France et le Canada sont anciens. Le souvenir du sacrifice de nombreux soldats canadiens au cours des deux guerres mondiales (bataille de Vimy en 1917, opération à Dieppe en 1942, Débarquement à Juno Beach en Normandie) est entretenu dans plusieurs sites mémoriels canadiens en France.

La vitalité du partenariat entre la France et le Canada a été confortée lors du déplacement du Président de la République au Canada en juin 2018, du déplacement du Premier Ministre au Canada en avril 2024 et de la visite du Premier ministre canadien en France en mars 2025.

La relation franco-canadienne se distingue par une convergence de vues sur un grand nombre de dossiers internationaux, le souhait de renforcer les relations économiques dans le cadre de **l'accord de libre-échange UE-Canada** ainsi que le dialogue politique dans un certain nombre de secteurs stratégiques. Le Canada et la France ont également renforcé leur coopération sectorielle, notamment en matière de climat, d'environnement avec un partenariat renouvelé pour 2024-2027, de diversité culturelle, de développement et d'innovation.





QUELQUES FACTEURS CLÉS

QUI EXPLIQUENT CET ATTRAIT

STABILITÉ ÉCONOMIQUE

Le Canada est connu pour sa stabilité économique et politique. Son système financier solide et ses institutions politiques fiables créent un environnement propice aux affaires. Les entreprises apprécient la prévisibilité qui découle de cette stabilité.

ACCORDS COMMERCIAUX

Le Canada a conclu plusieurs accords commerciaux, tels que l'Accord économique et commercial global (AECG) avec l'Union européenne, qui facilitent le commerce entre le Canada et d'autres nations. Ces accords contribuent à réduire les barrières tarifaires et non tarifaires, stimulant ainsi les échanges internationaux.

MAIN-D'OEUVRE QUALIFIÉE

Le Canada possède une main-d'œuvre éduquée et diversifiée. Les entreprises françaises peuvent bénéficier de talents qualifiés dans divers secteurs, renforçant ainsi leur compétitivité.

INNOVATION ET RECHERCHE

Le Canada investit dans la recherche et le développement, encourageant l'innovation. Pour les entreprises technologiques françaises ou celles axées sur la recherche, le Canada peut offrir un écosystème propice à la croissance.



QUELQUES FACTEURS CLÉS

QUI EXPLIQUENT CET ATTRAIT

QUALITÉ DE VIE

Le Canada est réputé pour sa qualité de vie élevée. Cela peut être un facteur attractif pour les entreprises cherchant à attirer des talents internationaux.

RESSOURCES NATURELLES

Le Canada est riche en ressources naturelles, ce qui attire les entreprises opérant dans des secteurs tels que l'énergie, les mines et les ressources naturelles.

ENVIRONNEMENT COMMERCIAL FAVORABLE

Le Canada met en place des politiques favorables aux affaires, avec des incitations fiscales et des mesures de soutien aux entreprises qui encouragent l'investissement étranger.





QUELQUES

INDICATEURS CLÉS



41,2

millions d'habitants



2 125

milliards de CAD
de PIB



1,5%

de croissance



33^{ÈME}

client de la France



12^{ÈME}

client du Canada

10^{ÈME}

pays de destination
des IDE canadiens

10^{ÈME}

pays destinataire
des IDE français



LA GÉOGRAPHIE DU PAYS

10 PROVINCES FÉDÉRÉS

- l'Alberta
- la Colombie-Britannique
- l'Île-du-Prince-Édouard
- le Manitoba
- le Nouveau-Brunswick
- la Nouvelle-Écosse
- l'Ontario
- le Québec
- la Saskatchewan

3 TERRITOIRES

Administrés par l'Etat fédéral

- Territoires du Nord-Ouest
- le Nunavut
- le Yukon



L'Ontario et le Québec, les deux provinces les plus dynamiques économiquement, contribuent à elles seules à près de 60% du PIB canadien (respectivement 39% et 20% en 2022)

Territoire

- Le Québec est **2,4 fois plus grand** que la France
- Le Canada est **17 fois plus grand** que la France
- Il y a **6 fuseaux horaires différents** au Canada





TENDANCES DE L'ÉCONOMIE

05

UN COMMERCE INTÉRIEUR ENCORE TROP FAIBLE

La situation commerciale interprovincial canadienne est également relativement faiblement intégrée. En effet, le Canada est marqué par l'importance de barrières non-tarifaires (réglementaires, administratives, linguistiques) et une faiblesse des flux commerciaux entre ses différentes provinces et territoires.

En 2017, les exportations intra-canadiennes ne représentaient ainsi que 36% des exportations totales des provinces : à titre de comparaison, les exportations intra-UE représentaient 59% du total des exportations des États Membres de l'UE en 2019. Voulant donc poursuivre leurs efforts de libéralisation du commerce interprovincial, les pouvoirs publics fédéraux, provinciaux et territoriaux ont conclu un **Accord de Libre-Échange Canadien (ALEC)** entré en vigueur le 1er juillet 2017. Cet accord vise à réduire les obstacles à la libre circulation des produits, des services, des investissements et de la main d'œuvre à l'intérieur du Canada, ainsi qu'à établir un meilleur accès aux marchés publics et une plus grande coopération réglementaire.

“

Cependant malgré des efforts du gouvernement fédéral, le commerce intérieur peine à se développer au Canada, selon un rapport de la Direction générale du Trésor :

« Sept ans après l'adoption d'un nouvel accord de libre-échange pancanadien, le commerce interprovincial n'a guère progressé. Si quelques avancées ont été enregistrées, les plus importantes barrières en matière de mobilité du travail, de commerce de produits agroalimentaires, de transport de fret, d'accès aux marchés publics, de fiscalité et de protection sociale subsistent, grevant chaque année le PIB nominal canadien de 4,4% et 7,9% selon les études. »

”

Malgré les grèves dans le secteur public québécois en 2023 (secteur social, éducatif, santé...), le PIB réel a continué sa progression et les indicateurs économiques sont encourageants pour la suite de l'année 2025, ce qui est d'autant plus étonnant au vu des multiples ralentissements d'activité économique obérant les caisses du Pays :

- Baisse des investissements résidentiels : -7,7% en 2023 après +10% en 2022.
- Baisse des investissements des entreprises : -0,7% en 2023 contre +0,5% en 2022.
- Baisse de la consommation : +1,7% en 2023 contre +5,1% en 2022.





ÉCONOMIE

10ÈME PUISSANCE MONDIALE



15

accords de
libre échange



51

pays concernés
par ces accords

1,5

milliard de
consommateurs

Source : Banque mondiale, 4 décembre 2024	PIB en 2023 (en Md USD)	Part dans le PIB mondial
États-Unis	27 361	26%
Chine	17 795	16.9%
Allemagne	4 456	4.2%
Japon	4 213	4%
Inde	3 350	3.4%
Royaume-Uni	3 340	3.2%
France	3 031	2.9%
Italie	2 255	2.1%
Brésil	2 174	2.1%
Canada	2 140	2%
Russie	2 021	1.9%
Mexique	1 789	1.7%
PIB mondial	105 435	100%

Diversification des échanges commerciaux

- Les États-Unis sont le premier partenaire commercial du Canada, la Chine en deuxième position
- 77% des exportations canadiennes vont vers les États-Unis (contre 90% il y a 25 ans) et 50% des importations canadiennes en proviennent (contre 80% il y a 25 ans)

Parmi les principaux accords de libre-échange :

- **CETA/AECG** : Accord avec l'Union européenne conclu en 2017 entre le Canada et les 27 pays de l'UE (Moins de 5% du commerce extérieur)
- **ACEUM** : Accord Canada-Etats-Unis-Mexique, regroupant l'ensemble de l'Amérique du Nord, formant une zone de libre-échange d'un demi milliard de personnes
- **PTPGT** : Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) : 11 pays allant du Japon et de l'Australie, au Chili et au Pérou



ÉCONOMIE

MARCHÉ DU TRAVAIL, LE CETA

Échanges commerciaux et accords

- En 2023, le commerce de biens entre la France et le Canada a atteint 8,4 milliards d'euros, maintenant le niveau record de 2022.
- Les exportations françaises vers le Canada se sont élevées à 4,2 milliards d'euros en 2023, enregistrant une légère baisse de 2,7 % par rapport à 2022.
- Les importations françaises en provenance du Canada ont atteint 4,2 milliards d'euros en 2023, avec une augmentation modeste de 1,6 % par rapport à l'année précédente.
- Le commerce bilatéral est dominé par quatre grandes filières industrielles : l'agroalimentaire (notamment vins et spiritueux), la pharmacie, l'aéronautique et les matières premières (hydrocarbures, minerais et métaux).

Investissement directs étrangers (IDE)

- En 2023, le flux d'IDE français au Canada s'est élevé à 5,4 milliards d'euros, positionnant le Canada au 7^e rang des destinations des flux d'IDE français.
- Le stock d'IDE français au Canada est estimé à 15,6 milliards d'euros en 2023, faisant du Canada la 15^e destination en termes de stock d'IDE français.
- Les entreprises françaises ont une présence notable au Canada, avec environ 1 200 filiales employant près de 132 000 personnes et générant un chiffre d'affaires de 45 milliards d'euros en 2022.
- Inversement, les investissements canadiens en France sont également significatifs, avec plus de 200 filiales employant plus de 33 000 personnes et réalisant un chiffre d'affaires de 7,3 milliards d'euros en 2022.

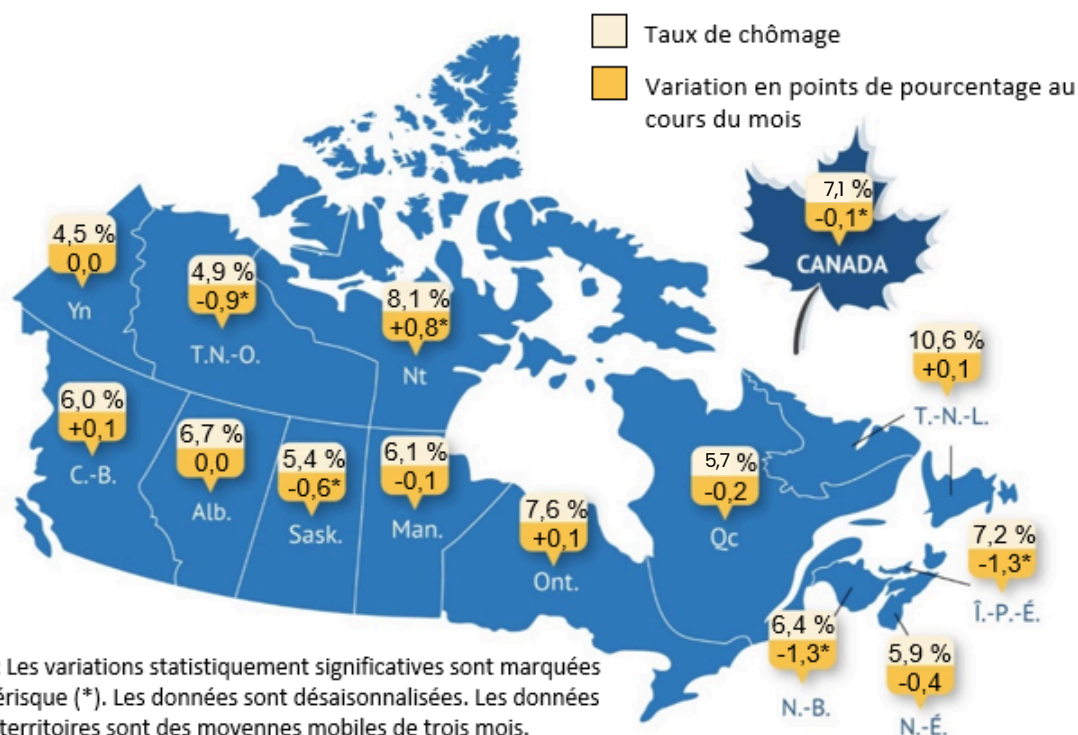
ÉCONOMIE

TAUX DE CHÔMAGE

Cependant depuis lors une recrudescence du taux de chômage a pu être observée sur tout le territoire : **7,1% en septembre 2025** contre 6,1% en avril 2024.

Cependant à l'instar de la contribution des provinces et des territoires dans le produit intérieur brut, la distribution du chômage national n'est pas distribuée de façon équivalente entre les provinces :

Taux de chômage par province et par territoire



Note(s) : Les variations statistiquement significatives sont marquées d'un astérisque (*). Les données sont désaisonnalisées. Les données pour les territoires sont des moyennes mobiles de trois mois.

Source(s) : Enquête sur la population active (3701), tableaux 14-10-0287-02 et 14-10-0292-02.



ÉCHANGES COMMERCIAUX

FRANCE-CANADA

Le commerce franco-canadien des biens s'est remis de la crise du covid et a même établi de nouveaux records symbolisant la croissance conjointe des deux pays et les bienfaits du commerce international : le total des échanges de biens se chiffrait **en 2024 à 8,1 Md €**,

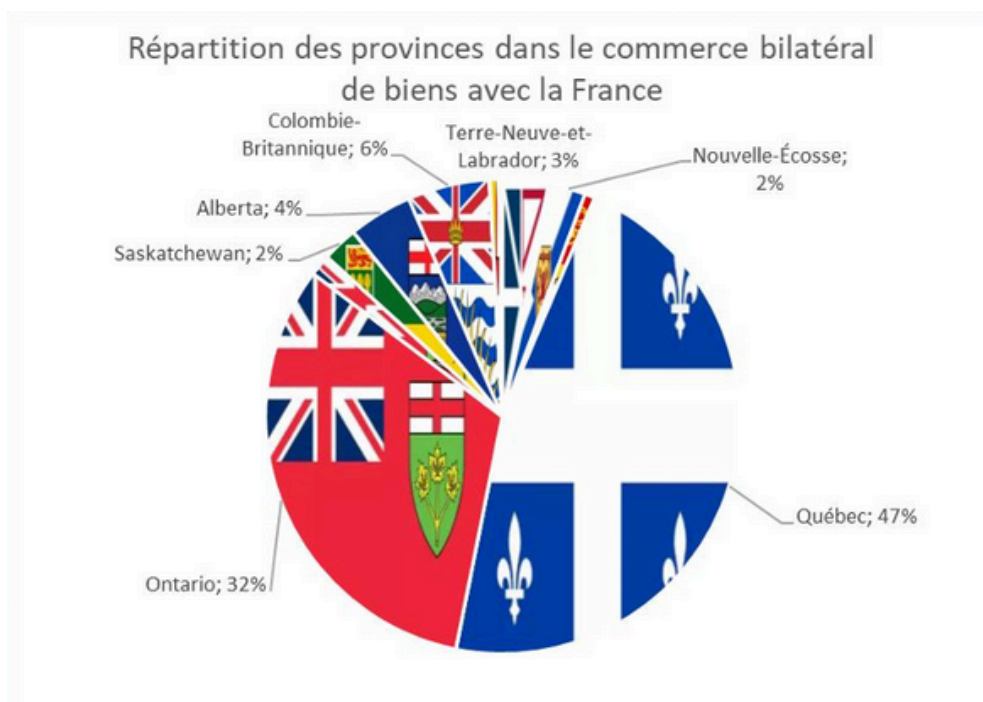
À quelques millions de moins que **l'année record 2023 à 9 Md €**, ce qui met en exergue la fin du ralentissement du commerce bilatéral franco-canadien.

Les investissements français au Canada demeurent relativement importants.

15,6 Md€  **8,5 Md€**

stock d'IDE français au Canada stock d'IDE canadien en France

Un déséquilibre est observable dans les échanges économiques de biens avec la France, le Québec étant la province pour les échanges bilatéraux :



(2025)



DES ENTREPRISES FRANÇAISES

IMPLANTÉES AU CANADA

1200

filiales française
au Canada

75%

d'entre elles
implantées au Québec

39Md

d'euros de CA

Les entreprises françaises sont actives dans de nombreux secteurs de l'économie canadienne : les services, l'énergie, l'industrie agroalimentaire ou encore l'aéronautique et la défense. Ces entreprises représentent environ 128,000 emplois sur le territoire canadien.

Grâce à la proximité culturelle avec la France, le **Québec est la province au sein de laquelle les entreprises françaises sont les plus présentes.**

En 2025, la France est le dixième pays partenaire du Québec, les États-Unis régnant en hégémonie en la matière : États-Unis (53,5 % des échanges de biens) ; Chine (7,4 %) ; Mexique (3,7 %) ; Allemagne (3,4 %) ; France (2,4 %). En Ontario, la présence française est de plus en plus dynamique dans le secteur des transports urbains (Alstom, Thalès et Keolis), dans l'industrie pharmaceutique (avec Sanofi) mais aussi le secteur bancaire et assurantiel (Société Générale, BNP Paribas, Crédit Agricole, Crédit Mutuel, Amundi etc.)

Les principaux investisseurs français au Canada

(Direction générale
du Trésor)



LES EXPORTATIONS

FRANÇAISES VERS LE CANADA

Le Canada est le 10ème marché de la France avec une part de 0,7% des exportations françaises vers le Canada.

La France est le 3ème employeur étranger au Canada avec ses plus de 1200 filiales installées sur le pays (dont 600 au Québec)

Découvrez les secteurs clés de cette présence française :



Produits de l'industrie agroalimentaire :

Ce secteur représente une part significative des exportations françaises, avec une valeur de 868 millions d'euros en 2021, soit **25,5 % du total des exportations vers le Canada**.

Les vins constituent une composante majeure, totalisant 468 millions d'euros, ce qui équivaut à **13,7 % des exportations françaises vers le Canada**.

Produits chimiques, parfums et cosmétiques :

Les exportations dans ce secteur ont atteint 403 millions d'euros en 2021, représentant **12 % des exportations françaises vers le Canada**.



Machines industrielles et agricoles :

Ce segment a enregistré des exportations de 338 millions d'euros en 2021, soit **9,9 % du total des exportations françaises vers le Canada**.



LES EXPORTATIONS

CANADIENNES VERS LA FRANCE



Matériels de transport :

Les exportations canadiennes de matériels de transport vers la France ont atteint **1,3 milliard d'euros**, représentant une part substantielle des exportations totales vers la France.

Hydrocarbures et minerais :

Ce secteur, incluant notamment les minerais de fer, a totalisé **848 millions d'euros d'exportations vers la France**, constituant une part importante des exportations canadiennes.



LES PLUS GROS EMPLOYEURS

Les entreprises françaises emploient + de 140k personnes, découvrez les plus grands employeurs au Canada :

AIRBUS

Air Liquide

ALSTOM

ALTEN[™] CANADA

BNP PARIBAS

Capgemini

DANONE

DASSAULT SYSTEMES

DECATHLON

EDF

ENGIE

L'ORÉAL

MICHELIN

SAFRAN

SAINT-GOBAIN

SANOFI

Schneider Electric

SOCIETE GENERALE

sodexo

SOPREMA

THALES

UBISOFT

VEOLIA

VINCI



LES SECTEURS

LES PLUS REPRÉSENTÉS PAR PROVINCE

UNE FORTE OUVERTURE AUX MARCHÉS EXTÉRIEURS

Compte tenu de sa faible population et densité (4 personnes par km², contre 117/km² en France par exemple) le Canada se tourne fréquemment vers l'extérieur afin de trouver de nouveaux marchés. Très ouvert et intégré dans le commerce mondial, le Canada est cependant toujours dépendant de ses échanges avec les États-Unis (77% du total des exportations canadiennes en 2023) tandis que 63% des importations canadiennes venaient des États-Unis.

Les pouvoirs publics, soucieux de réduire cette dépendance, favorisent donc une **diversification** géographique avec d'autres partenaires comme **l'Union Européenne** (2ème partenaire avec 10.8% des échanges en 2020) et la **Chine** (3ème partenaire en 2020 avec 9.5%). Cette stratégie de diversification passe notamment par la **signature d'accords de libre-échange bilatéraux et plurilatéraux**.

Le Canada est actuellement engagé dans 14 de ces accords avec 51 pays, dont les plus importants sont le CUMSA (signé en 2020 avec le Mexique et les États-Unis), l'AECG ou CETA (2017, avec l'Union Européenne), le CPTPP (2018, avec de nombreux pays du Pacifique) ou encore un accord de continuité commerciale avec le Royaume-Uni.

Le Canada possède une économie très diversifiée en fonction de ses différentes provinces. Ressources naturelles, industries et services, chaque province est reliée à des spécialisations propres :

PROVINCES DE L'ATLANTIQUE



Terre-Neuve-et-Labrador, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Île-du-Prince-Édouard

- **Pêche et produits de la mer** : Activité économique majeure, notamment à Terre-Neuve-et-Labrador et en Nouvelle-Écosse.
- **Énergie extracôtière** : Production pétrolière et gazière offshore, particulièrement à Terre-Neuve-et-Labrador.
- **Tourisme** : Secteur important dans l'ensemble des provinces de l'Atlantique.



QUÉBEC



- **Hydroélectricité** : Le Québec est un leader dans la production d'énergie hydroélectrique.
- **Aérospatiale** : Secteur clé avec une concentration d'entreprises à Montréal.
- **Production d'aluminium** : Industrie significative grâce à l'accès à une énergie abondante.

ONTARIO



- **Fabrication automobile** : L'Ontario est le centre de l'industrie automobile canadienne.
- **Services financiers** : Toronto est un hub financier majeur.
- **Technologies de l'information** : Secteur en croissance avec de nombreuses entreprises technologiques.

MANITOBA ET SASKATCHEWAN



- **Agriculture** : Production céréalière et élevage dominant l'économie.
- **Mines** : Extraction de potasse et d'autres minéraux.
- **Énergie** : Production pétrolière et gazière, notamment en Saskatchewan.



ALBERTA



- **Pétrole et gaz** : Secteur prédominant avec les sables bitumineux (4ème producteur mondial de pétrole)
- **Services de soutien au secteur de l'énergie** : Nombreuses entreprises liées à l'industrie énergétique.
- **Fabrication de produits chimiques** : Industrie liée au secteur pétrolier.

COLOMBIE-BRITANNIQUE



- **Foresterie** : Secteur historique avec une production importante de bois.
- **Mines** : Extraction de divers minéraux.
- **Tourisme** : Attrait touristique grâce à ses paysages naturels.
- **Production cinématographique** : Vancouver est un centre majeur de production de films et de séries.

TERRITOIRES DU NORD



Yukon, Territoires du Nord-Ouest, Nunavut

- **Mines** : Extraction de diamants, d'or et d'autres minéraux.
- **Tourisme** : Activités liées aux paysages naturels et à la culture autochtone.





INDUSTRIES CLÉS

VINS & SPIRITUEUX

16ème

marché consommateur
de spiritueux

46,9%

des spiritueux consommés au
Canada sont produits localement

CONTRÔLE DES MONOPOLES PROVINCIAUX

La vente et distribution d'alcool au Canada est contrôlée par des monopoles par province tels SAQ au Québec, LCBO en Ontario et BCLDB en Colombie-Britannique.

Québec, Ontario et Colombie-Britannique = 75% de la consommation nationale

LES TENDANCES

- Pays de la bière (65% de la consommation en 2023)
- Progression des Ready To Drink
- Variantes à faible teneur en alcool
- Préoccupations environnementales des consommateurs, labels, agriculture biologique





INDUSTRIES CLÉS

COSMÉTIQUE & BEAUTÉ

14 Mds CAD

de ventes en 2023

+7,6%

de croissance de ventes

Un marché en croissance constante, avec une tendance des produits de soin.

Plus grandes distributions au Québec :

- Avril
- Simons
- Pharmaprix
- Jean coutu
- BeautySense
- Etiket
- SSENSE





INDUSTRIES CLÉS

CULTURE & CRÉATION

Le Canada est porteur de nombreuses ICC (industries culturelles et créatives) avec des expertises variant en fonction des provinces :

QUÉBEC

Jeu vidéo (3ème pôle mondial)
Animation
Expériences numériques
Réalité virtuelle

ONTARIO

Film et Télévision
Musique

COLOMBIE- BRITANNIQUE

Tech
Réalités immersives
Effets spéciaux VFX
Web3





INDUSTRIES CLÉS

AÉROSPATIAL

CHIFFRE CLÉS AU QUÉBEC

21Md

de CAD de ventes

41 700

emplois

90%

des exportations
d'aéronefs du Canada

DE NOMBREUSES ENTREPRISES IMPLANTÉES

- Airbus
- Boeing
- Bell
- Thalès
- Safran
- Bombardier
- General Electric
- CAE

MONTRÉAL AU COEUR DE L'INDUSTRIE

Montréal figure parmi les grands centres aérospatiaux internationaux, avec Seattle et Toulouse.

Grâce à une main-d'œuvre qualifiée et une concentration de maîtres d'œuvre et d'équipementiers de premier ordre.





INDUSTRIES CLÉS

AGROALIMENTAIRE

Premier poste à l'export, c'est le secteur le plus porteur du commerce extérieur français avec le Canada, permettant un excédent commercial au plus haut depuis le Covid 19.

Le secteur est porté par les vins & spiritueux (68%) suivi par les produits laitiers (7%)

DE NOMBREUSES ENTREPRISES IMPLANTÉES

- Danone
- Sodexo
- Bonduelle
- Lactalis
- Savencia
- Bel
- Fleury Michon

899M

d'euros de CA

22%

du total des exports





POLITIQUE

FÉDÉRAL ET PROVINCIAL

Fédéral

- **Structure** : Le Canada est une monarchie constitutionnelle et une démocratie parlementaire. Le chef d'État est le monarque britannique (actuellement le roi Charles III), représenté par le Gouverneur général. Le Premier ministre est le chef du gouvernement fédéral.
- **Parlement** : Il est bicaméral
 - o **Chambre des communes** : Les députés sont élus par les citoyens dans 338 circonscriptions.
 - o **Sénat** : Les sénateurs sont nommés par le Gouverneur général sur recommandation du Premier ministre.
- **Partis politiques principaux** :
 - o **Parti libéral du Canada** (au pouvoir, dirigé par Mark Carney, Premier ministre).
 - o **Parti conservateur du Canada** (opposition officielle, dirigé par Pierre Poilievre).
 - o **Nouveau Parti démocratique (NPD)**, Bloc québécois et Parti vert comme autres partis représentés.
- **Enjeux récents** :
 - o Transition énergétique et réduction des émissions de gaz à effet de serre.
 - o Relations avec les peuples autochtones et réconciliation.
 - o Crise du logement et inflation.





POLITIQUE

FÉDÉRAL ET PROVINCIAL

Provincial

- **Structure** : Chaque province et territoire a son propre gouvernement, semblable à celui du niveau fédéral. Le chef d'État est représenté par un lieutenant-gouverneur, et le chef du gouvernement est un Premier ministre provincial.

- **Pouvoirs** : Les provinces ont des compétences exclusives, notamment :

- **Éducation**
- **Santé**
- **Gestion des ressources naturelles**

- **Exemples du Québec :**

- Le Québec a un statut particulier en raison de sa langue, sa culture et sa société distincte.
- Le parti au pouvoir est la Coalition Avenir Québec (CAQ), dirigée par François Legault.
- Enjeux récents : Protection de la langue française, immigration, et transition écologique.

- **Autres provinces importantes :**

- **Ontario** : La province la plus peuplée, dirigée par le Progressiste-conservateur Doug Ford.

Colombie Britannique :

- **Alberta** : Importante pour son économie axée sur l'énergie, dirigée par Danielle Smith du United Conservative Party.



ÉDUCATION ET SANTÉ

EN SAVOIR PLUS

Éducation

- Une approche plus flexible, axé sur la **compréhension**.
- Beaucoup d'accent mis sur le sport et sur le monde associatif et parascolaire.
- Les CPE : centre de la petite enfance, organisme à but non lucratif subventionnés par le gouvernement québécois.

Il y a aussi le Cégep qui est une entité particulière au Québec. Il fait le pont entre l'adolescence et l'âge adulte en proposant à l'étudiant un encadrement plus rigoureux qu'à l'université tout en favorisant l'acquisition de l'indépendance et de l'autonomie.

Les cégeps offrent le choix entre :

- Des programmes d'études préuniversitaires d'une durée de **2 ans**.
- Des programmes d'études techniques de **3 ans** qui mènent directement au marché du travail



Santé

- Le système de santé du Canada est un système **public** financé principalement par les **impôts**. Il est basé sur le **Canada Health Act**, qui garantit l'accès universel à des soins médicaux essentiels pour tous les Canadiens. Chaque province ou territoire administre son propre système de santé, mais ils respectent tous les principes fondamentaux du système national.
- **Financement** : Les soins sont financés par des taxes provinciales et fédérales.
- **Accès universel** : Tous les résidents canadiens ont droit aux soins médicaux nécessaires, sans frais directs au point de service.
- **Soins couverts** : Les soins hospitaliers, médicaux et chirurgicaux sont couverts. Cependant, certains services comme les médicaments sur ordonnance, les soins dentaires, et les soins de la vue peuvent ne pas l'être, sauf si une assurance privée est souscrite.

Le Québec suit le même modèle que le reste du Canada, mais il a des particularités propres à la province.

- **Régie de l'Assurance Maladie du Québec (RAMQ)** : La RAMQ gère l'assurance maladie publique de la province. Elle couvre la majorité des services de santé pour les résidents du Québec, comme les visites chez le médecin, les soins hospitaliers et les interventions chirurgicales.
- **Services non couverts** : Comme ailleurs au Canada, certains services comme les médicaments sur ordonnance, les soins dentaires, et certains soins de la vue ne sont pas couverts par la RAMQ, mais les résidents peuvent souscrire à des assurances privées pour ces services.



AFFAIRES

CONSEILS POUR S'IMPLANTER

1 VENIR PRÉPARÉ : FAITES APPEL À DES EXPERTS

1

Dans les démarches professionnelles et personnelles, faire appel aux experts est une pratique très répandue. Par exemple, les avocats sont souvent vus comme essentiels au développement des affaires et sont souvent une des meilleures options de conseil pour le développement.

2 FAIRE DES AFFAIRES AU CANADA : UNE APPROCHE PAR PROVINCE

2

Le marché Canadien est vaste et ne devrait pas être approché comme étant une seule et même entité. Aux niveaux fédéral et provincial il existe de nombreuses différences réglementaires, administratives et culturelles (et linguistiques) entre les différents territoires et provinces qui nécessitent une approche ciblée.

3 LE QUÉBEC N'EST PAS LA FRANCE

3

Bien qu'une certaine proximité culturelle existe entre la France et le Québec, nous sommes en Amérique du Nord. Ainsi, les codes culturels pour faire des affaires sont nord-américains : style plus direct, contenu plus important que la forme, etc.

4 L'IMPORTANCE DU RÉSEAU

4

Le Canada un pays chaleureux et réputé pour son ouverture. Cependant, l'implantation et l'intégration au monde des affaires nécessite une préparation poussée ainsi qu'un vrai travail de réseautage. C'est pourquoi adhérer à des réseaux d'affaires est bien souvent une condition essentielle pour une installation réussie !

5 FAIRE APPEL À LA CCIFC

5

Qu'il s'agisse de conseils ou de mise en relation via notre service d'appui aux entreprises ou de constitution rapide d'un réseau à travers un large panel d'occasions d'affaires géré par notre service Relations membres, toute l'équipe de la CCIFC est là pour répondre aux besoins du commerce franco-canado-qubécois, n'hésitez pas à nous contacter !





POURQUOI LE QUÉBEC ?

Les entreprises françaises sont souvent attirées par la province du Québec pour plusieurs raisons économiques, culturelles et géographiques.

Voici quelques-unes des principales raisons :



LANGUE COMMUNE

Le Québec est la seule province canadienne où le français est la langue officielle.

Cela facilite la communication pour les entreprises françaises, qui peuvent opérer dans leur langue maternelle.



CADRE JURIDIQUE ET FISCAL

Le Québec offre un environnement juridique et fiscal attrayant pour les entreprises.

Les incitatifs fiscaux, les crédits d'impôt et les politiques favorables aux entreprises sont des éléments attractifs.





ACCORDS COMMERCIAUX

Le **Canada** et l'**Union Européenne** ont signé l'Accord économique et commercial Stabilité économique Qualité de vie global (AECG), également appelé CETA (Comprehensive Economic and Trade Agreement).

Cet accord facilite les échanges commerciaux entre le Canada et l'UE, ce qui inclut les entreprises françaises.



QUALITÉ DE VIE

Le Québec est réputé pour sa qualité de vie élevée, avec des villes comme Montréal et Québec offrant une combinaison de vie urbaine dynamique et d'environnements naturels attractifs.

Cela peut être un facteur important pour attirer des talents et des expatriés.



COLLABORATION INDUSTRIELLE ET TECHNOLOGIQUE

Le Québec dispose de secteurs industriels et technologiques dynamiques, avec des opportunités de collaboration et de partenariat pour les entreprises françaises, en particulier dans des domaines tels que l'aérospatiale, les technologies de l'information et des communications, et les sciences de la vie.



STABILITÉ ÉCONOMIQUE

Le Québec bénéficie d'une stabilité économique relative et présente un environnement propice aux affaires.

La diversification de son économie contribue à attirer des entreprises de différents secteurs.



ACCÈS AUX MARCHÉS NORD-AMÉRICAINS

En choisissant le Québec comme point d'entrée, les entreprises françaises peuvent bénéficier de l'accès au marché nord-américain.

Le Québec se trouve à proximité des marchés américains, ce qui peut être un avantage stratégique.



RÉSEAU D'ENTREPRISES : 1er RÉSEAU D'AFFAIRES FRANCO-CANADO QUÉBÉCOIS

Le Québec bénéficie d'une stabilité économique relative et présente un environnement propice aux affaires.

La diversification de son économie contribue à attirer des entreprises de différents secteurs.

FAIRE DES AFFAIRES AU QUÉBEC

Faire des affaires au Québec nécessite une compréhension des nuances culturelles, notamment en ce qui concerne la communication, le style de négociation et la manière dont les Québécois expriment le désaccord ou le refus.

Voici un éclairage sur le sujet, avec un focus sur le « non » québécois et leur positivisme :

LE STYLE DE COMMUNICATION : BIENVEILLANT ET COURTOIS !



Les Québécois adoptent généralement une **communication respectueuse et conviviale**, même dans un contexte professionnel.

- Contrairement aux Nord-Américains anglophones, souvent très directs, les Québécois peuvent préférer adoucir leurs propos pour éviter les tensions.
- Cette politesse peut parfois être perçue comme de l'indécision ou un manque de fermeté, mais elle vise à maintenir une relation harmonieuse.

COMPRENDRE LE “NON” QUÉBÉCOIS !

Un refus indirect : Le « non » québécois peut être exprimé de manière implicite ou nuancée, afin de ne pas froisser l'interlocuteur. Ex : “je vais y penser”

Interprétation : Ces réponses peuvent signifier un refus poli, une hésitation ou une demande de plus de temps pour réfléchir. Il est donc essentiel de poser des questions de clarification si nécessaire.



LE POSTIVISME DANS LES AFFAIRES



Les Québécois sont généralement ouverts et optimistes, ce qui se reflète dans leurs interactions professionnelles.

- **Focus sur les solutions :** ils préfèrent explorer les alternatives
- **Encouragement des relations à long terme :** Ils valorisent des partenariats durables et fondés sur la confiance, ce qui favorise des échanges constructifs même en cas de désaccord



FAIRE DES AFFAIRES AU QUÉBEC

APPROCHE NORD AMÉRICAINE AVEC UNE SENSIBILITÉ FRANCOPHONE

Les Québécois combinent un **esprit entrepreneurial nord-américain** (pragmatisme, efficacité) avec des valeurs francophones (importance des relations humaines, de la langue et de la culture).

Décision collaborative : Les décisions peuvent être prises collectivement, avec une attention particulière aux détails et aux impacts.



CONSEILS PRATIQUES POUR LES AFFAIRES AU QUÉBEC !

- **Apprenez à lire entre les lignes** : Soyez attentif aux indices verbaux et non verbaux pour comprendre les vrais enjeux.
- **Établissez une relation de confiance** : Prenez le temps de connaître vos interlocuteurs, cela renforce les liens et facilite les négociations.
- **Soyez patient et flexible** : Les Québécois apprécient les discussions approfondies avant de s'engager, même s'ils sont aussi capables de prendre des décisions rapides en cas de besoin.
- **Respectez leur identité culturelle** : Valorisez la langue française et montrez un intérêt sincère pour leur culture.

LA PERCEPTION DES FRANÇAIS PAR LES QUÉBÉCOIS

Admiration pour la culture française, notamment pour Paris, souvent considérée comme une ville romantique.



- Les Français sont parfois perçus comme "précieux" dans leur manière de s'exprimer.
- Ils peuvent être vus comme arrogants ou prétentieux dans certaines situations.
- Ils sont associés à un goût pour les débats interminables.
- Parfois perçus comme en retard par rapport aux attentes ou aux rendez-vous.
- Considérés comme impolis, notamment à cause de comportements comme couper la parole.
- Ils sont néanmoins reconnus pour leur efficacité dans leur travail ou leurs réalisations.



LA LANGUE QUÉBÉCOISE



Le Québec est la seule province canadienne majoritairement francophone, avec environ 85 % de la population parlant le français comme langue maternelle. Cette spécificité linguistique est au cœur de l'identité québécoise.

PARTICULARITÉS DU FRANÇAIS QUÉBÉCOIS

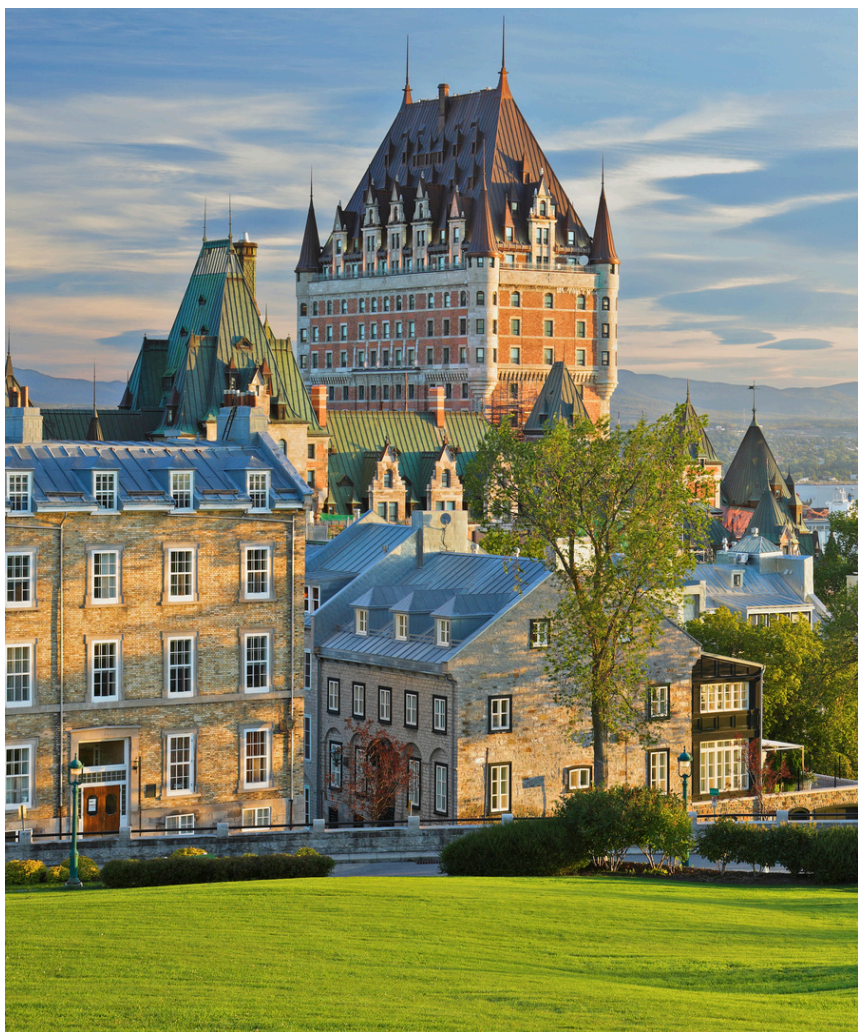
Le français québécois a évolué depuis la colonisation française au XVII^e siècle, intégrant des expressions et des accents distincts.

- Il comporte des archaïsmes du français de l'Ancien Régime, ainsi que des influences de l'anglais en raison du contexte nord-américain.
- Certains mots ou expressions typiquement québécoises incluent : Char (voiture), magasiner (faire les courses), piasse (dollar).
- Le joul, une variante populaire du français québécois, est souvent associée à des milieux ouvriers et à la culture populaire.



IMPORTANCE CULTURELLE

La langue française est perçue comme un élément fondamental de l'identité et de la résistance culturelle face à l'assimilation anglophone en Amérique du Nord.



Les valeurs des québécois

FIERTÉ RÉGIONALE | ATTACHEMENT AU TERRITOIRE | OUVERTURE
TOLÉRANCE | SOLIDARITÉ | CONVIVIALITÉ | DÉFENSE DE LA LANGUE



LA LOI 101



La Loi 101, adoptée en 1977 sous le gouvernement de René Lévesque (Parti québécois), vise à protéger et promouvoir l'usage du français au Québec.

Objectifs principaux

- Faire du français la langue officielle du Québec.
- Renforcer le rôle du français dans les sphères publiques, économiques et culturelles.



MESURES CLÉS

ÉDUCATION

Les enfants des nouveaux arrivants doivent fréquenter une école francophone, sauf si leurs parents ont reçu leur éducation en anglais au Canada.

TRAVAIL

Les entreprises de 50 employés et plus doivent adopter une politique linguistique favorisant l'usage du français.

AFFICHAGE COMMERCIAL

Les enseignes doivent être en français, ou le français doit être prédominant si une autre langue est utilisée.

ADMINISTRATION PUBLIQUE

Le français est la langue des services publics et des communications officielles



LA GESTION DES CONFLITS

1. APPROCHE COLLABORATIVE ET CONSENSUELLE

- › **Culture du compromis** : Les Québécois privilégient généralement une approche collaborative pour résoudre les conflits, cherchant des solutions qui satisfont toutes les parties.
- › **Dialogue ouvert** : Il est courant de privilégier les discussions franches, mais avec tact, pour éviter l'escalade des tensions.
- › **Valorisation de l'écoute** : L'écoute active et le respect des perspectives de chacun sont des aspects centraux.

2. INFLUENCE DES NORMES SOCIALES

- › **Respect et politesse** : Les Québécois attachent une grande importance au respect mutuel et à l'évitement des confrontations directes, ce qui peut influencer la manière de gérer les conflits.
- › **Non-violence** : La gestion des conflits repose sur des principes de non-violence et de résolution pacifique, notamment dans les milieux scolaires et communautaires.

3. GESTION DES CONFLITS EN MILIEU DE TRAVAIL

- › **Prévention des conflits** : Les entreprises québécoises mettent souvent en place des politiques et des formations pour prévenir les conflits, notamment en matière de harcèlement ou de discrimination.

Médiation : La médiation est fréquemment utilisée pour résoudre les

- › différends, qu'il s'agisse de conflits entre collègues ou entre employeurs et employés.

Cadre légal : Le Code du travail du Québec et les normes de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du

- › travail (CNESST) encadrent la gestion des conflits, en particulier dans les cas de harcèlement ou d'injustice au travail.

4. RÔLE DES INSTITUTIONS PUBLIQUES ET DES RESSOURCES

› **Tribunaux administratifs** :

Dans certains cas, des conflits peuvent être résolus par des organismes comme le Tribunal administratif du travail ou les petites créances.

› **Centres de justice de proximité** :

Ces centres offrent des services gratuits ou abordables pour aider les citoyens à régler leurs différends de manière informelle.

› **Écoles et organismes communautaires** :

Des programmes de gestion de conflits et de sensibilisation à la communication non violente sont intégrés dans les milieux éducatifs et sociaux.

5. DÉFIS PERSISTANTS

- › **Craintes de confrontation** : Une tendance à éviter les conflits peut parfois retarder leur résolution, conduisant à des tensions sous-jacentes.

Diversité culturelle : Avec une population multiculturelle, les

- › différences dans les styles de communication et les attentes culturelles peuvent compliquer la gestion des conflits.



L'HISTOIRE

10 DATES HISTORIQUES

Jacques Cartier explore le fleuve Saint-Laurent, menant à la découverte du territoire qui deviendra le Québec.

1534-1535

Samuel de Champlain fonde la ville de Québec, établissant ainsi la première colonie permanente française en Amérique du Nord.

1608

La bataille des plaines d'Abraham a lieu à Québec, aboutissant à la défaite française face aux Britanniques. Cet événement marque le début de la domination britannique au Québec.

1759

1774

L'Acte de Québec est adopté, accordant des droits religieux et civils aux Canadiens français et préservant le système légal français.

Les rébellions de 1837-1838 éclatent au Bas-Canada (aujourd'hui le Québec) contre le gouvernement britannique en raison de tensions politiques, sociales et économiques.

1837-1838

1867

L'Acte de l'Amérique du Nord britannique crée le Dominion du Canada, et le Québec devient l'une des provinces fondatrices.

La crise d'Octobre survient lorsque le Front de libération du Québec (FLQ) enlève le diplomate britannique James Cross et le ministre québécois Pierre Laporte. Cela conduit à une imposition temporaire de la loi martiale.

1970

1976

Le Parti québécois (PQ), dirigé par René Lévesque, remporte les élections provinciales, conduisant à la mise en place du premier gouvernement indépendantiste au Québec.

Le référendum sur la souveraineté-association a lieu au Québec, avec le "Non" l'emportant et le Québec restant une province canadienne.

1980



LES AUTOCHTONES

Les autochtones, font partie des Premières Nations, des Inuits et des Métis. Ils ont une histoire riche et complexe, marquée par des relations souvent difficiles avec les colons européens et une lutte pour la reconnaissance de leurs droits et de leur culture.

Au Québec, cette population joue un rôle fondamental dans la construction de l'identité culturelle et historique de la province, et leur place dans la société québécoise est à la fois marquée par des avancées et des défis persistants.

LES PRINCIPALES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES AU QUÉBEC

PREMIÈRES NATIONS

Cette communauté représente environ 1% de la population totale du Québec. Certaines des plus grandes nations comprennent les Innu, les Cris, les Atikamekw, les Algonquins et les Mohawks.

Ces communautés vivent principalement dans des réserves ou des territoires autochtones, souvent situés dans des régions éloignées.

INUITS

Les Inuits du Québec, souvent appelés Nunavik, habitent principalement dans le Nord-du-Québec, dans des communautés comme Kuujuaq.

Les Inuits ont une culture distincte, adaptée à la vie dans l'Arctique, avec un accent particulier sur la chasse et la pêche.

MÉTIS

La communauté des Métis est formée de personnes ayant des ancêtres autochtones et européens.

Bien que leur nombre soit moindre au Québec comparé à d'autres provinces comme l'Alberta, leur présence est significative, notamment dans des régions comme la vallée du Saint-Laurent.



LES PEUPLES AUTOCHTONES AU QUÉBEC : ENTRE HISTOIRE ET AVENIR

DROITS ET RECONNAISSANCE

- **Reconnaissance légale** : Le Québec, comme le reste du Canada, a progressé dans la reconnaissance des droits des peuples autochtones, notamment avec la Loi sur les Indiens et plus récemment grâce à des accords de réconciliation comme la Paix des Braves (2002) avec la nation Crie. Cependant, nombreuses communautés continuent de revendiquer plus de pouvoir d'autonomie et de reconnaissance, en particulier en matière de gouvernance et de gestion des ressources naturelles.
- **Reconnaissance culturelle** : La réconciliation est un thème central dans les relations entre les gouvernements et les peuples autochtones. De plus en plus d'efforts sont faits pour intégrer la culture, les langues et les traditions autochtones dans le système éducatif et la vie culturelle du Québec.



Défis socio-économiques

Malgré des avancées, les peuples autochtones du Québec rencontrent de nombreux défis :

- **Accès à l'éducation et aux services de santé** : Les communautés autochtones, surtout celles situées dans le Nord, souffrent souvent d'un accès limité aux services de base.
- **Taux de pauvreté** : Une proportion importante des populations autochtones vit dans des conditions de pauvreté, avec des taux de chômage élevés et un manque d'infrastructures adéquates.
- **Logement et conditions de vie** : Les réserves autochtones souffrent souvent de logements insalubres et de conditions de vie précaires.

RÉCONCILIATION ET INTÉGRATION

La réconciliation entre les communautés autochtones et la société québécoise est un processus complexe.

Il inclut des efforts pour :

- o Préserver les langues autochtones
- o Favoriser l'inclusion des autochtones dans la vie politique
- o Reconnaître les terres et les droits ancestraux



POUR ALLER PLUS LOIN

SOURCES ET INFORMATIONS

RESSOURCES :

- [Indicateurs clés](#), Statistique Canada
- [Synthèse de la relation économique bilatérale](#), Ministère de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique
- [Les régions du Canada](#), Gouvernement du Canada
- [Aperçu de la situation économique budgétaire](#), Gouvernement Canada
- [Statistiques sur le travail](#), Statistique Canada
- [Entreprises françaises au Canada](#), Direction Générale du Trésor
- [Avantages et droits pour les autochtones](#), Gouvernement du Canada

INSTITUTIONS ET ORGANISATIONS :

- [Ambassade de France au Canada](#)
- [Consulat général de France à Montréal](#)
- [Service économique régional au Canada](#)
- [Chambre de commerce et d'industrie française au Canada](#)
- [Business France](#)



CCI FRANÇAISE AU CANADA

1455, rue Drummond, bureau 2B
Montréal (Québec), H3G 1W3
Canada
+1 514 281-3200

Des questions ?

N'hésitez pas à nous contacter !

Service d'Appui aux Entreprises

sae@ccifcmtl.ca

[+1 \(514\) 281-3208](tel:+15142813208)